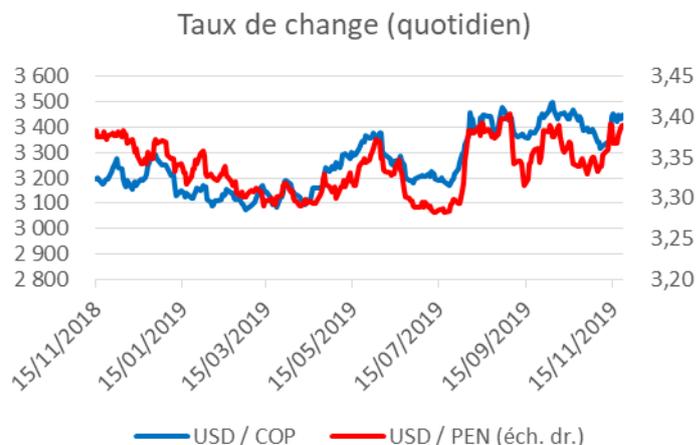
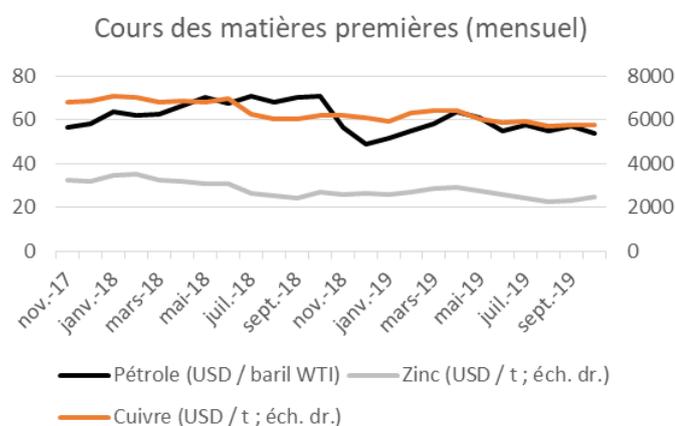




Région **2018 – Population : 140 M** **PIB : 818 Mds USD**



La maîtrise de l'anglais demeure médiocre dans les pays de la région, selon EF.

L'école de langues a publié l'édition 2019 de son indice de maîtrise de l'anglais, couvrant désormais 100 pays, et fondé sur les résultats à un test standardisé portant sur 2,3 M de candidats. Hormis l'Argentine, les pays du continent affichent une maîtrise de l'anglais allant de « modeste » (Costa Rica, Uruguay, Chili) à « très basse » (Venezuela, Equateur) en passant par « basse » (Bolivie, Pérou, Brésil, Panama, Mexique, Colombie). La mauvaise formation des professeurs d'anglais locaux est pointée comme la raison principale de ces médiocres classements, tendant par ailleurs à empirer.

Rang 2019 (/100)	Pays	Rang 2018 (/88)
27	Argentine	27
42	Chili	46
51	Bolivie	61
58	Pérou	59
59	Brésil	53
67	Mexique	57
68	Colombie	60
73	Venezuela	75
81	Equateur	65

Bolivie **2018 – Population : 11 M** **PIB : 42 Mds USD**

Changements conséquents au sein de l'État bolivien.

La Présidente par intérim Jeanine Áñez a nommé un cabinet entièrement nouveau et nettement marqué à droite, et a par ailleurs renouvelé les dirigeants des forces de l'ordre et des principales agences et entreprises publiques. Le Gouvernement transitoire a pour priorité la convocation de nouvelles élections ainsi que la restauration de l'ordre public, alors que les affrontements de rue se poursuivent. Les blocages de routes ont pour conséquence des difficultés d'approvisionnement en essence et en produits alimentaires, notamment à La Paz et Cochabamba.

Maintien des équilibres économiques, audit des Ministères et remplacement des dirigeants des entreprises publiques.

Le Gouvernement de transition a annoncé le maintien des grands équilibres précédents, en particulier la stabilité du taux de change et le maintien des principales subventions (à l'essence notamment). Le nouveau pouvoir a également décidé d'engager un audit du fonctionnement de tous les Ministères. Par ailleurs, le vaste mouvement de renouvellement des hautes fonctions dans la sphère publique a concerné l'ensemble des dirigeants d'entreprises publiques. Ces dernières sont nombreuses (une soixantaine) et présentes dans des secteurs stratégiques (énergie, eau/assainissement, transports...).

Colombie**2018 – Population : 48 M****PIB : 337 Mds USD****Le Gouvernement renonce à la privatisation d'ISA.**

Les autorités ont mis fin à leur recherche de banques d'affaires pour la cession des 51% du capital d'Interconexión Eléctrica SA, valorisée à 3,3 Mds USD, qu'elles détiennent. Si les autorités n'ont pas donné de raison spécifique à cette annulation, les analystes considèrent que le calendrier est actuellement peu porteur pour une opération de ce volume dans une économie émergente de la taille de la Colombie.

Le Gouvernement révisé finalement à la baisse son objectif de croissance pour 2019.

Alors que les autorités avaient jusqu'alors maintenu leur prévision à 3,6%, le ministère des finances a reconnu que les chiffres du 3^e trimestre, quoiqu'excellents, suggéraient plutôt une croissance de 3,4% cette année. Dans le même temps, les analystes privés, plus pessimistes au début de l'année (consensus à 3,0%) ont procédé à des révisions à la hausse ces dernières semaines, rapprochant désormais leur prévision de celle des autorités (nouveau consensus à 3,2%). Fedesarrollo estime pour sa part que la croissance nécessaire pour une baisse durable du chômage (3,7 à 3,8%) ne devrait être atteinte qu'en 2021.

Fitch maintient sa notation souveraine et la perspective associée.

L'agence a maintenu sa notation BBB (négative), justifiant sa décision par la poursuite de politiques macroéconomiques prudentes, cependant menacées par la dépendance de l'économie aux matières premières et les faibles marges de manœuvre budgétaires.

Casino achève la restructuration de son contrôle d'Exito.

L'actionnariat du groupe Exito est désormais à 96,6% aux mains du Brésilien Companhia Brasileira de Distribuição (GPA), tandis que ce dernier, jusqu'alors détenu à 22,8% par Casino et 18,7% par Exito, voit désormais Casino devenir son unique actionnaire de référence, avec 41,5% du capital. L'OPA représente un montant total de 7.780 Mds COP (2,1 Mds EUR).

Equateur**2018 – Population : 17 M****PIB : 107 Mds USD****Rejet de la Loi intégrale pour la croissance économique.**

Après le rejet par l'Assemblée Nationale de la cette loi proposée par le Gouvernement, l'indice EMBI a atteint 1128 pb (contre 777 points avant le rejet de la loi). Le Gouvernement présentera dans les prochains jours une nouvelle réforme fiscale (qui ne sera pas couplée à une réforme du code des finances publiques qui avait pour objectif de rendre son indépendance à la Banque Centrale) pour espérer lever 700 MUSD de revenus supplémentaires en 2020.

Début de l'ère aurifère à grande échelle.

Le Canadien Lundin Gold a démarré la production d'or dans la mine Fruta del Norte (Amazonie), dont les réserves sont estimées à 5,02 M d'onces, et la deuxième mine la plus importante du pays après la mine (cuivre) Mirador exploitée par le Chinoise Ecuacorrientes. Lundin a investi 1 Md USD et attend une production annuelle de 310.000 onces d'or pendant 15 ans. Le gouvernement attend un investissement total de 2,7 Mds USD et des revenus de l'ordre de 8 Mds USD sur 15 ans.

Pérou**2018 – Population : 33 M****PIB : 229 Mds USD****Approbation d'une nouvelle loi anti-monopole.**

La loi de contrôle *a priori* sur les fusions et acquisitions (approuvée par Décret d'Urgence) dispose que toute opération de concentration doit être soumise à l'examen de l'Autorité de la concurrence (Indecopi) si, au cours de l'année précédente, les entreprises impliquées ont facturé conjointement plus de 147 MUSD ou si au moins deux d'entre elles ont facturé individuellement plus de 22 MUSD. L'Indecopi peut ensuite, dans un délai de 30 jours, rejeter, approuver ou « approuver sous conditions » l'opération. Cette nouvelle législation entrera en vigueur dans neuf mois, afin de donner le temps à l'Indecopi de former ses fonctionnaires. Elle doit toutefois être promulguée par le Congrès (suspendu actuellement, dans l'attente d'élections législatives en janvier) faute de quoi le DU expirerait en 2025.

Le Pérou et le Japon ont signé une convention relative à la non double imposition.

Cette convention fiscale vise à éviter la double imposition des personnes et des sociétés Elle permet également la coopération bilatérale en matière d'évasion et d'optimisation fiscales. La convention s'ajoute aux accords de libre-échange et de protection des investissements qui existaient déjà entre les deux pays. Il s'agit de la première convention fiscale signée par le Pérou depuis 2015, et le Japon est le 11^e pays disposant d'un tel accord avec le Pérou.

Le Gouvernement approuve le PLF 2020 en l’absence du Congrès, dissous fin septembre.

Approuvé par Décret d’Urgence (le Congrès étant suspendu jusqu’aux élections de janvier), le Budget 2020 contient peu de modifications par rapport au PLF initial du Gouvernement. Celui-ci s’élève à 53 Mds USD (+5,5% par rapport à 2018) et priorise sept domaines de politique publique (éducation, santé, réforme de la justice, décentralisation, violences faites aux femmes, froid extrême, gestion des risques naturels, entretien des routes départementales). Les secteurs santé et éducation concentrent 28% du budget et bénéficient d’une hausse de 287 MUSD par rapport à 2018, allouée aux salaires des enseignants et médecins et à l’entretien des hôpitaux. Les collectivités voient leur budget augmenter de 870 MUSD, essentiellement pour des projets d’infrastructures. Y figurent également 128 MUSD pour le nouveau programme de routes départementales Proregión, 166 MUSD pour le logement dans les zones de froid extrême, 130 MUSD pour le fonds agraire et pour la compétitivité et 292 MUSD pour la réforme de justice.

Venezuela 2018 – Population : 32 M PIB : 96 Mds USD

Les tensions s’accroissent sur le marché interbancaire.

Le taux interbancaire a atteint 625% à la mi-novembre 2019, contre une moyenne de 130% les semaines précédentes, conséquence de l’indexation sur le change des pénalités liées au non-respect du niveau de provision (taux de réserve obligatoire pouvant atteindre 100%). L’augmentation de la demande de liquidité par les établissements bancaires s’est heurtée au resserrement par la Banque centrale de la politique de crédit.

Révélation d’un contrat pour la rénovation des installations pétrolières.

L’Indien Flash Forge aurait signé en avril dernier un contrat de cinq ans avec PDVSA pour remettre à niveau les raffineries vénézuéliennes (unités de compression de gaz, de traitement des huiles lourdes et de production d’électricité). Malgré un potentiel de raffinage de 1,28 Mb/j, les raffineries vénézuéliennes ne fonctionneraient qu’à 20% de leur capacité.

Forte baisse des échanges commerciaux avec la Turquie.

Selon les statistiques officielles turques, le volume des échanges atteint 86 MUSD durant les 9 premiers mois de 2019, contre 1 Md USD sur la même période, un an plus tôt. Les importations en provenance de la Turquie, essentiellement composées de produits alimentaires (55 MUSD), restent relativement stables (autour de 75 MUSD). A contrario, les exportations connaissent une importante contraction, s’établissant à seulement 11 MUSD, contre 918 MUSD un an plus tôt. Les ventes directes sont surtout constituées de fer et acier (7,2 MUSD), y compris ferraille (27.800 tonnes auraient été vendues par l’entreprise publique Corpovez), et de produits pétroliers (2,9 MUSD).

<p>Copyright Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr).</p> <p>Clause de non-responsabilité Le Service Économique s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.</p>	<p>Service économique régional Adresse : Carrera 11 No. 93-12 Bogota - COLOMBIE</p> <p>Rédigé par : les Services économiques Amérique andine Revu par : Thomas MARX</p> <p>Version du 21 novembre 2019</p>
---	--